



Encore 400.000 € économisés sur la masse salariale en 2019

La Normandie, entre avarice et pingrerie

A cause de la crise sanitaire, le bilan budgétaire de l'année 2019 n'a été présenté qu'en juin devant le CSE. Et la Normandie se hisse de nouveau sur le podium des régions les plus pingres. Elle a économisé 400.000€ sur la masse salariale. Comme en 2018 !

Quant au bilan des ETP (équivalents temps plein), elle décroche carrément le pompon avec **une non-consommation de 6,4 ETP** par rapport à ce que le budget lui permettait. Aucune autre région n'atteint un tel score. La deuxième en a économisé 3,8 et la plupart des autres est à l'équilibre.

Comment expliquer un tel écart entre ce que l'on peut dépenser et ce qui est vraiment dépensé. Est-ce de l'incompétence budgétaire ? De la "surprudence" ? La peur de manquer ? Ou tout simplement l'avarice qui permet à certains de s'enrichir ? Car c'est bien l'encadrement normand qui choisit de serrer la vis. **Le siège n'avait pas demandé ces économies.** Et quand les années se suivent et se ressemblent, on ne croit plus au hasard... Le déménagement de Rouen et l'incendie de Lubrizol n'expliquent pas tout !

A qui sert ce déséquilibre, à qui profite ce sous-emploi ? Pas aux équipes ! Pas aux journalistes, techniciens et administratifs qui sont de moins en moins remplacés, et dont la charge de travail s'accroît mécaniquement.

A Caen comme à Rouen, la direction profite des nombreux arrêts longue maladie de nos collègues pour économiser. Et quand certains sont amenés à quitter l'entreprise, leur poste disparaît. Idem pour les départs en RCC.

Cette politique est d'autant plus révoltante qu'elle réduit plus que nécessaire le recours à nos collègues CDD. Certains se retrouvant en difficultés financières. Intolérable dans ce contexte.

Nous avons donc en Normandie plus de moyens que ce qui est dit. Nous avons les moyens de pourvoir des postes vacants, d'avoir plus d'OPS en reportage, de détacher des journalistes pour faire de l'enquête ou de l'investigation, de faire plus d'opérations extérieures, de diffuser moins de reportages d'autres antennes...

Direction et encadrement doivent cesser leur politique de sous-emploi qui peut épuiser. On constate d'ailleurs une augmentation des arrêts de travail liés aux RPS. 2020 et le Covid ont déjà permis de refaire des économies d'ETP. Après le confinement, il est temps de redonner à toutes et tous les moyens de travailler sereinement, collectivement, en disposant de tout le potentiel qui nous est alloué. Et donc dû.

Caen, Rouen, le 23 juin 2020